



Déclaration liminaire – CTSD du 9 février 2022 2022

M. le directeur Académique ; Mesdames et Messieurs les membres du CTSD de l'Hérault. L'UNSA Éducation, vous alerte solennellement sur la situation d'extrême fragilité du premier service public de l'Etat, dans un contexte de crises plurielles dont les effets s'ajoutent et se cumulent. Force est de constater qu'en l'absence de prise en compte des alertes successives et répétées de notre organisation, l'Exécutif se refuse à prendre des mesures en rapport avec la situation.

Il est urgent de donner à l'Ecole publique les moyens des ambitions affichées, sinon notre système éducatif ne résistera pas aux crises et à leurs conséquences

La crise sanitaire est actuellement la plus prégnante, l'UNSA Education dénonce la mise en porte-à-faux des personnels par une communication simple à l'opinion publique traduite ensuite en consignes intenable.

La situation est d'autant plus préoccupante que cette pandémie s'installe durablement et connaîtra sûrement encore de nouveaux revirements et, quoi qu'il arrive, est en train de produire des conséquences à long terme sur la santé et les apprentissages de nos élèves, ainsi que sur les personnels.

L'épuisement professionnel nourrit un mal-être désormais bien ancré et partagé par tous les personnels administratifs et enseignants de l'Education Nationale.

A tous les niveaux, la multiplication des tâches demandées sans les moyens ni le temps et la visibilité pour leur donner du sens met chacun-e dans l'impossibilité d'éprouver la satisfaction d'une mission bien accomplie. Si la conscience professionnelle est mise à l'épreuve par l'écart entre ce qui est affiché et ce qu'il est possible de faire réellement, c'est la perte de sens qui touche de plus en plus de personnels. L'UNSA Education s'en inquiète vivement et souhaiterait savoir ce que le département ou l'académie de Montpellier envisage de mettre en oeuvre en matière de prévention et de qualité de vie au travail des personnels.

La carte scolaire que vous nous présentez aujourd'hui est une carte scolaire éminemment politique. A quelques enjambées de l'élection présidentielle et donc de l'heure du bilan pour le gouvernement en place, la poursuite des dédoublements, la limitation des effectifs en milieu ordinaire, la préservation des RASED et des mesures ciblées sur l'ASH et la direction

d'école sont autant de mesures symboliques de ce quinquennat que l'on veut clairement afficher mais qui ne peuvent répondre aux multiples urgences de l'Ecole publique.

Pour notre département, la dotation en emplois dans le premier degré n'est pas à la hauteur. Cela ne permet pas l'amélioration nécessaire des conditions d'enseignement au-delà des mesures précédemment citées. En effet, la mise à l'arrêt par l'exécutif du travail sur la structuration du tissu scolaire depuis 2017 empêche de réorienter les marges dégagées par la baisse démographique. Les écoles connaissent des besoins importants même s'ils sont moins visibles immédiatement que les classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou encore temps dévolu à la direction d'école.

Le régime des décharges doit être encore amélioré. Tous les moyens nécessaires doivent donc être consacrés aux augmentations des régimes de décharges actuels. La suppression des décharges exceptionnelles dans certaines écoles accueillant des classes ULIS est un très mauvais signe donné à la fonction de directeur qui a démontré dans cette crise son rôle charnière et indispensable depuis de nombreux mois.

Concernant les élèves à besoins éducatifs particuliers, depuis plusieurs années l'UNSA Education dénonce le choix de fragiliser les RASED en supprimant des postes alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des établissements et à l'accompagnement des élèves rencontrant de grandes difficultés scolaires, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché avant tout les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages. Si l'UNSA Education note un arrêt dans le « prélèvement » de postes RASED, il est cependant indispensable de renforcer le nombre d'enseignants référents et de dégager les moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL.

D'autres domaines appellent eux aussi une réaction. Ils ont, depuis trop longtemps, été ignorés : c'est notamment le cas de la sous-administration de notre ministère. La surcharge de travail pour les personnels a atteint les limites du supportable et rien n'est fait pour apporter une réponse. Les ambitions du ministère en matière d'amélioration de la gestion des ressources humaines, pourtant affichées comme une priorité, sont d'emblée obérées par la réalité. Les moyens attribués tant pour les services académiques que dans les établissements et les circonscriptions, dans un contexte fortement dégradé depuis longtemps, annoncent une nouvelle fragilisation de l'administration du système éducatif préjudiciable tant aux personnels qu'aux élèves.

Pour la vision globale que promeut l'UNSA Éducation, notre système est également gravement fragilisé par son sous-investissement des missions accomplies par les personnels sociaux et de santé. Un grand plan de recrutement pluriannuel est nécessaire pour pouvoir donner enfin au service social les moyens d'accompagner les élèves de la maternelle aux lycées aux côtés des services infirmiers. C'est une nécessité pour soutenir les équipes confrontées à d'immenses défis éducatifs, ignorés cette année encore. Par ailleurs, force est de constater que les

professionnels de santé ne veulent plus venir travailler à l'Éducation nationale. Un état critique a été atteint, ils ont pourtant montré combien ils étaient essentiels dans la période que nous vivons depuis deux ans.

Merci de votre attention